

## Résistances Latino-américaines

Mots-clefs : Amérique latine – Impérialisme – Mouvements sociaux – Gauches – Néolibéralisme

### À propos de :

Carlos-Antonio Aguirre Rojas, *L'Amérique latine en rébellion. Mouvements antisystémiques et mort de la politique moderne*, L'Harmattan, 2008 (traduction de Nils Solari), 155 p., 15 euros.

Gabriel Vommaro, *La « carte rouge » de l'Amérique latine*, Ed du Croquant, Coll. Raison d'agir, 2008, 197 p., 18 euros 50.

Julien Barbosa, *L'Amérique latine dans la spirale du néolibéralisme : logique(s) d'empire en action*, L'Harmattan, 2008, 190 p., 17 euros 50.

Julie Canovas, *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, L'Harmattan, 2008, 188p., 17 euros 50.

L'actualité éditoriale hexagonale des derniers mois de l'année 2008 témoigne d'un intérêt intellectuel et citoyen renouvelé pour la région latino-américaine. De ce point de vue, la traduction du livre de l'historien mexicain Carlos Antonio Aguirre Rojas est une aubaine pour replacer le « tournant à gauche » latino-américain et ses divers « mouvements antisystémiques » dans une perspective de longue durée. Basé sur la pensée de Fernand Braudel et d'Immanuel Wallerstein, l'auteur envisage la singularité de la « civilisation latino-américaine » dans le cadre de l'économie-monde capitaliste. Il souligne, à juste titre, le contraste entre le renouveau démocratique actuel et la période des dictatures militaires terroristes ou des guerres civiles. Il cherche ainsi à expliquer pourquoi cette « Amérique latine en rébellion » est à nouveau un référent mondial pour tous ceux qui sont à la recherche d'exemples d'alternatives concrètes au capitalisme néolibéral. Si plusieurs réflexions sont stimulantes, l'idée d'une « mort de la politique » traditionnelle (de ses formes de leaderships dominants) et de son dépassement -présenté comme quasiment définitif- par le surgissement de divers mouvements sociaux antisystémiques auto-organisés, nous semble à relativiser largement et contestable sur le plan scientifique. C'est d'ailleurs ce que vient rappeler un autre ouvrage consacré à la « carte rouge » de l'Amérique latine. Les gauches latino-américaines doivent être appréhendées dans leur diversité, voire dans leurs oppositions, mais le lien entre le renouveau politique de la région, les gouvernements et les mouvements est essentiel, quoique tout à fait différent suivant les contextes nationaux. Le livre collectif dirigé par le sociologue Gabriel Vommaro pose ainsi la question du rapport au pouvoir des révoltes latino-américaines et offre plusieurs éclairages issus d'enquêtes de terrain universitaires récentes et très précises : par exemple sur le PT brésilien dans la capitale Brasilia (Daniella de Castro Rocha) ou sur le fonctionnement de l'appareil partisan du Parti de la révolution démocratique au Mexique (Hélène Combes). Ces travaux confirment que, depuis 1998 et l'élection d'Hugo Chavez, la question posée est bien celle des divers processus politiques qui prétendent « changer le monde en prenant le pouvoir », au Venezuela bolivarien, dans la Bolivie d'Evo Morales (article d'Hervé Do Alto) ou encore dans l'Equateur de Correa (études du sociologue Franklin Ramirez). Mais c'est aussi celle de contradictions et des ambiguïtés des « gauches » une fois au gouvernement et de leur rapport aux institutions, aux mouvements sociaux, ainsi que le montre l'expérience brésilienne ou encore le réaménagement du péronisme suite à la

grande révolte de décembre 2001 en Argentine (travail de G. Vommaro). Ce paysage finalement contrasté ne saurait se résumer à une dichotomie biaisée entre une gauche « responsable » ou « moderne » (incarquée par Lula) et celle facilement taxée de « populiste », car nationaliste ou anti-impérialiste. Quoiqu'il en soit, l'Amérique latine est assurément un lieu stratégique de la résistance à l'ordre néolibéral mondial. C'est ce que viennent nous rappeler les écrits de deux jeunes chercheurs, tous deux doctorants de l'Université de Bourgogne et membres du CREDESPO (Centre de recherche et d'étude en droit et science politique), sous la direction du politologue Jean-Claude Fritz. Ces deux livres sont avant tout de bonnes synthèses, s'appuyant sur des sources de seconde main et des articles de presse, à conseiller à tous ceux qui voudraient se familiariser avec ce champ aujourd'hui. Le premier, de Julien Barbosa, décrit de manière claire et convaincante la stratégie impériale occidentale à l'œuvre en Amérique latine, aux travers des multinationales, des accords de libre-échange, de la militarisation, des organismes internationaux ou encore de la mondialisation culturelle. L'ouvrage a le mérite de contester indirectement les théories sur la fin programmée de l'impérialisme aux temps des « multitudes » (Cf. travaux de Toni Negri). Cette hégémonie globale néolibérale est aussi celle à laquelle s'affrontent les « nouveaux mouvements sociaux » latino-américains décrits par Julie Canovas. Ces mouvements de base (sans terre, sans toit, sans emploi, communautés indigènes, femmes en lutte, etc) sont réunis par un dénominateur : l'exclusion et l'oppression. En définitive, les acteurs en lutte sont loin d'être tous « nouveaux » (à commencer par le Mouvement des sans terre brésilien), mais ils sont aujourd'hui davantage confrontés aux nécessités d'une restructuration des mobilisations et des répertoires d'action dans le contexte du néolibéralisme et de ses conséquences (en termes d'atomisation sociale et de destruction des anciennes solidarités de classe). Le défi est immense afin de combiner un passé de luttes encore présent, et de nouvelles générations à la recherche d'initiatives autogérées novatrices. Il s'agit aussi d'éviter la cooptation, le clientélisme de certaines ONG ou encore la répression d'Etat comme au Mexique (Atenco, Oaxaca), en Colombie ou dans le sud du Chili. Nous sommes ainsi d'accord avec l'auteure lorsqu'elle avance que l'objectif est bien de construire, pour ces mobilisations collectives parfois éparses, une « hégémonie antinéolibérale » (selon les mots du sociologue brésilien Emir Sader) qui donne perspective et prolonge les luttes victorieuses de la dernière décennie. Cette contre-hégémonie pose de nouveau la question des alternatives en construction, auxquelles le dernier forum social mondial à Belém (Brésil) a su donner toute la place. Selon Julie Canovas, seule l'articulation entre trois niveaux : le local, le national et l'international, pourra permettre de construire un socle commun aux mouvements sociaux, tout en respectant leur diversité et leur interculturalité. Mais, comme elle le reconnaît elle-même, la crise du modèle néolibéral en Amérique latine alimente la problématique de « la contradiction existant entre démocratie et capitalisme » et donc, *in fine*, celle de la manière de dépasser ce qu'elle nomme la « démocratie capitaliste ». C'est là où, justement, le lecteur reste sur sa faim en termes de propositions analytiques et de pistes de recherche. Certes, l'auteure souligne que plusieurs processus sont à l'œuvre, dont deux assez différents. Le premier, l'option néo-zapatiste mexicaine, possède une forte influence sur les débats latino-américains (en Argentine notamment) et rejette fortement l'idée du pouvoir d'Etat et de la forme-parti, tout en ayant réussi à construire une autonomie indigène exemplaire depuis plus de 10 ans au Chiapas. Le second, dans le sillage du Mouvement vers le socialisme bolivien (MAS), constitue à cet égard un contre-exemple : un mouvement social, issu du syndicalisme indigène et paysan, fait le choix conscient de se doter d'un « instrument politique » pour finalement participer aux élections et accéder au gouvernement à travers la figure du président Evo Morales (Cf travaux de Pablo Stephanoni et Hervé Do Alto). Si, dans son livre, Julie Canovas laisse plutôt transparaître sa sympathie pour l'autonomie zapatiste, sa conclusion sur la nécessaire construction d'une « contre-hégémonie plurielle » des mouvements sociaux à

l'échelle internationale laisse songeur sur les moyens concrets, politiques et organisationnels, de cette articulation. Nous sommes d'accord avec elle sur l'indispensable respect de l'indépendance des mouvements sociaux et de leur diversité. Mais le poids de l'impérialisme, des oligarchies locales, des Etats (et leurs armées) signifie que, pour s'y affronter victorieusement, les acteurs mobilisés auront aussi besoin d'une solide structuration politique, démocratique et centralisée, sur les plans national et international. N'est-ce pas d'ailleurs ce que nous conte l'histoire des révolutions latino-américaines au XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> et que vient de confirmer le coup d'Etat au Honduras ?

*Franck Gaudichaud*

<sup>i</sup> Voir à ce propos : Fernando Mires, *La Rebelión Permanente. Historia de las revoluciones sociales en América Latina*, siglo XXI, México, 1989 et Claudio Katz, *Las disyuntivas de la izquierda en América Latina*, Ed Luxemburg, Buenos Aires, 2008.